

LES RELATIONS ÉCONOMIQUES AVEC LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Malgré les progrès importants accomplis ces dernières décennies, près d'un milliard d'habitants des pays en développement continuent de vivre dans la pauvreté. La réduction de la pauvreté — objectif primordial de l'aide canadienne au développement — fait partie intégrante de la politique étrangère du Canada depuis plus de 30 ans.

En termes absolus, le Canada s'est classé au huitième rang des donateurs en 1991, ayant fourni 4,2 p. 100 de l'aide internationale au développement. En termes de Produit national brut, il a consacré 0,44 p. 100 de son PNB à cette activité, ce qui en fait le deuxième donateur à ce chapitre parmi les pays du G-7. En 1992-1993, son budget d'aide au développement atteindra 2,79 milliards \$. Cette aide est entièrement versée sous forme de dons.

Le Canada estime que les sommets économiques doivent se pencher sur les préoccupations des pays en développement, et il a souvent fait preuve de leadership à cet égard. En raison des relations qui résultent de sa participation aux Nations Unies, aux institutions financières internationales, à la Francophonie et au Commonwealth, de nombreux pays en développement comptent sur le Canada pour faire valoir leurs intérêts.

Le Canada désire veiller à ce que se poursuive dans les pays en développement le mouvement vers une réforme économique axée sur le marché, vers une plus grande justice sociale et vers le développement démocratique, ces trois éléments étant essentiels au développement durable.

Bon nombre de pays comme la Corée du Sud, la Malaisie et le Mexique ont connu d'énormes progrès, s'approchant sans aucun doute du développement autonome ou l'ayant déjà accompli. Chez d'autres cependant, comme le Mozambique, la Somalie et la Zambie, l'avenir est sombre. Pour leur part, les économies latino-américaines en voie

d'ajustement sortent progressivement de leur lourd endettement et leurs perspectives sont plus encourageantes.

LA NOUVELLE SITUATION INTERNATIONALE

Le contexte du développement international a radicalement changé au cours de la dernière décennie, la mondialisation croissante des enjeux économiques, financiers et commerciaux ayant profondément transformé les relations entre pays développés et pays en développement. Un grand nombre de pays en développement font une utilisation plus judicieuse de leurs ressources naturelles parce qu'ils ont un meilleur accès aux sources extérieures de financement.

C'est la conjoncture internationale qui définit aujourd'hui la disponibilité de ce financement, le coût de la dette, la valeur des exportations, l'importance des courants d'investissement, les transferts de technologie et l'accessibilité des marchés. L'effet cumulé de ces facteurs dépasse nettement la valeur de toute l'aide au développement. L'adoption de politiques appropriées en réponse à ces grandes tendances est devenue la clé d'un avenir durable pour les pays en développement tout autant que pour les pays développés.

D'autre part, la fin de la rivalité entre les super-puissances à la fin des années 80 et le nombre croissant d'adhésions à l'économie de marché ont modifié notre approche du développement. La bataille idéologique menée dans de nombreux pays en développement s'est apaisée, mais ceux-ci craignent que l'attention du monde industrialisé ne se tourne maintenant vers les pays de l'ex-Union soviétique et ceux d'Europe centrale et de l'Est. Le Canada entend pour sa part continuer de considérer prioritaire l'aide aux pays en développement, et tout particulièrement aux nations à faible revenu.